

Eau et Climat

Bilan de la COP25 à la veille de la mise en application de l'Accord de Paris

La COP25, qui s'est finalement tenu à Madrid en décembre dernier sous la présidence chilienne, avait pour ambition de lancer un signal fort pour rehausser les engagements climatiques en 2020 et de finaliser le « manuel de mise en œuvre » (Rulebook) à la veille de la mise en application de l'Accord de Paris.

Marqués par les ravages des feux de forêts en Australie, la publication de plusieurs rapports soulignant la poursuite de la hausse des gaz à effet de serre et malgré la présence de nombreux scientifiques du GIEC, la COP25 n'aura pas permis le passage à l'action climatique tant attendu par un grand nombre d'Etats et d'observateurs. Sous le signe du « time for action », la COP25 a plutôt mis en lumière le clivage entre une majorité prête à passer à l'action et ceux plutôt réticents ou attentistes.

LA COP25 : UNE OPPORTUNITÉ MANQUÉE ?

La COP25 constituait un point d'étape important dans les négociations climatiques. En effet, elle se tenait quelques mois avant la soumission des Contributions Déterminées Nationales (CDN) qui doivent être renforcées par rapport aux premières soumissions de 2015, une occasion d'évaluer l'ambition climatique des pays.

Du point des négociations, es résultats sont globalement décevants, un constat partagé par un grand nombre d'observateurs. Certains éléments du « manuel de mise en œuvre » (Rulebook) de l'Accord de Paris restaient encore à être finalisés comme les marchés carbones internationaux (Article 6) ainsi que les mécanismes de financements du dispositif pertes et dommages (Loss and Damage).

A la veille de l'application de l'Accord de Paris, les négociations sont restées au point mort repoussés à la COP26 faute de consensus, révélant ainsi l'incapacité des Etats à s'aligner sur des sujets cruciaux. Les principales discussions se sont malheureusement concentrées sur les dossiers en lien avec l'atténuation des émissions au grand dam des pays les plus menacés par le dérèglement climatique, plus sensibles aux dossiers d'adaptation et pertes et préjudices.

Cette COP a en effet révélé une totale déconnexion entre une majorité prête à passer à l'action et des Etats réticents ou attentistes.

Cependant, de nombreux points positifs peuvent être soulignés. Plus particulièrement, une forte implication de la société civile et notamment des business, des scientifiques, des collectivités territoriales, et des ONGs, a été observée. A saluer également une forte mobilisation des jeunes générations.

LA PLACE DE L'EAU À LA COP

Cette année encore, l'eau faisait partie des sujets prioritaires mis en avant par de nombreux événements à l'initiative de diverses organisations du secteur public et privé, soulignant le défi important de l'eau dans un contexte de dérèglement climatique et

révélant son rôle central dans sa lutte.

- ➔ Retrouvez le Bilan du PFE [ici](#)
- ➔ Retrouvez les comptes-rendus et réflexions de Jean-Luc Redaud (PFE) et de Marc-Antoine Martin (Fonds d'adaptation) [ici](#)
- ➔ Retrouvez l'article de bilan de l'IDDRI [ici](#)